

Interdiction des armes de l'UE : enfin un succès au Parlement



DRUCKEN 

14.05.2016 –bonnes nouvelles de l'UE au sujet de l'interdiction des armes : la votation au sein de la Commission LIBE du Parlement européen aboutit à un résultat positif pour les possesseurs d'armes respectueux de la loi.

Kommentar!



14

Das Team von all4shooters.com // Pierangelo Tendas



Interdiction des armes de l'UE : la commission LIBE du Parlement européen a voté le 9 mai sur les modifications – et ceci largement en notre faveur.

Tard dans la soirée du 9 mai 2016, la Commission pour les libertés des citoyens, pour la justice et l'intérieur (LIBE) du Parlement européen a procédé à une votation électronique sur les modifications du projet pour la détermination à la Commission sur le projet de modifications restrictives de la directive de l'UE.

Et effectivement, ces trois groupes ont conduit la votation à la victoire avec **bon sens et raison**. Ils ont balayé la plupart des propositions contre les armes de la Commission européenne, des socialistes ainsi que des verts et des fractions de la gauche.

Pendant que la LIBE assume un rôle purement de conseiller dans la procédure, le résultat de la votation permet à tous les possesseurs d'armes fidèles à la loi de jubiler :

- La proposition d'une interdiction des **armes sportives modernes de la catégorie B7** (désignées aussi comme «armes militaires») a été rejetée.
- La proposition de **limiter fortement les armes neutralisées et des répliques** ou même d'ordonner l'obligation de licence et d'enregistrement a été rejetée.
- **Les collectionneurs seront exclus du domaine d'application** de la directive.
- La proposition de **limiter la capacité des magasins amovibles** et ainsi de les porter sur la liste des «pièces importantes d'armes» ainsi que d'ordonner un enregistrement des armes couvrant toute l'UE a été refusée. Il en va de même pour les silencieux.
- La proposition des socialistes de prélever un **impôt supplémentaire sur les armes à feu et les munitions** a été rejetée.
- Les pièces importantes d'armes doivent être marquées, la proposition d'une ordonnance de **marquage pour la munition** a toutefois été rejetée.
- Les Etats membres demeurent autorisés à vendre à des civils d'**anciens stocks militaires** et, sous certaines conditions, à élaborer des licences pour des **armes militaires et pour des armes légères de la catégorie A**.
- La proposition d'ordonnance de l'UE sur d'autres **standards médicaux** obligatoires et de tests pour la remise et le renouvellement de licences ainsi que de dates d'échéance uniformes dans l'EU pour toutes les licences d'armes a été rejetée.
- **Les personnes de moins de 18 ans** peuvent continuer de posséder et d'utiliser des armes de chasse et pour le tir sportif, toutefois uniquement sous la surveillance d'un responsable également titulaire d'une licence d'armes.
- Alors que la LIBE exigeait que la directive européenne se fonde sur l'«entreposage sûr obligatoire», les conditions et les normes pour un tel «entreposage sûr» demeurent de la compétence de chacun des Etats membres.
- Les Etats membres de l'UE doivent établir une **banque de données commune** des possesseurs

d'armes licenciés. Autant que cela puisse avoir des tonalités de «Big Brother», le chemin pour une licence d'armes réciproque pourrait ainsi être aplani.



Les membres du Parlement européen semblent être conscients du fait que des restrictions pour des possesseurs d'armes respectueux des lois ne constituent pas un obstacle pour les terroristes, les criminels et les fous.

Alors que la lutte principale se déroule dans la [commission pour le marché intérieur et la protection des utilisateurs \(IMCO\)](#), qui est chargée de soumettre au Parlement européen un projet de votation, la LIBE pourrait obtenir un succès important : **la commission LIBE était considérée comme le plus grand adversaire notoire des possesseurs d'armes. Cela ne peut pas devenir pire dans l'IMCO.**

Le succès dans LIBE ne constitue pas une raison pour se reposer : notre community peut partir du principe que la commission européenne et le Conseil de l'Union européenne, actuellement tous deux en faveur d'une interdiction, réagiront. Dès le début, les choses ne se sont pas déroulées comme le lobby anti-armes l'aurait souhaité. Aussi devons-nous tous nous attendre à un mauvais coup.



Malheureusement, la Commission européenne et la Présidence néerlandaise, toutes deux fortes partisans de la proposition d'interdiction, pourraient encore manigancer quelque chose.

Si le projet de l'IMCO devait être en notre faveur et si le Parlement européen se prononçait contre l'interdiction des armes proposée par l'UE, la commission européenne et le Conseil pourraient en fait toujours **rejeter la décision du Parlement** et ainsi imposer la longue procédure dans la [commission mixte paritaire](#). Le Conseil et le Parlement pourraient interjeter un veto et refuser la proposition de loi dans sa lecture finale, ce qui fait peur aux institutions anti-armes de l'UE, car la Présidence néerlandaise actuelle de l'UE (qui soutient ouvertement la proposition d'interdiction) touche bientôt à sa fin. Les prochaines Présidences – la Slovaquie de juillet 2016 à janvier 2017 et ensuite Malte de janvier à juin 2017 – soutiennent toutes deux les droits des possesseurs d'armes

fidèles à la loi.

Pour cette raison, les possesseurs européens d'armes sont invités, dans une [communication actuelle](#) de [FIREARMS UNITED](#), une association d'intérêts qui progresse, à agir de nouveau contre les prochains pas de la commission européenne et de la Présidence néerlandaise.



FIREARMS UNITED engage tous ses partisans et tous ceux qui la soutiennent à demeurer vigilant et à maintenir la pression élevée sur les institutions européennes.

FIREARMS UNITED a reçu et publié un document confidentiel du [Groupe de travail «Questions générales y compris l'évaluation» \(GENVAL\)](#) qui montre que la **Commission, le Conseil ainsi que la Présidence néerlandaise continuent de poursuivre leur intention de désarmer les citoyens européens respectueux de la loi**, et que la Présidence néerlandaise envisage d'inciter le Comité des représentants permanents des Etats membres (COREPER) à proposer que le projet d'interdiction d'armes soit confié à la séance plénière du Conseil de l'Union européenne au lieu de GENVAL. Ainsi, l'intervention des citoyens respectueux de la loi contre des restrictions dans les libertés et pour une discussion sur les objections légitimes de nombreux experts techniques et juridiques pourrait être évitée.

Compte tenu de ce nouvel essai anti démocratique de faire passer par la force ce paquet de restrictions, dont la seule raison consiste à sauver la face de l'Union européenne devant les citoyens, nous nous associons à l'appel à agir de FIREARMS UNITED de [all4shooters.com](#) : tous les possesseurs d'armes respectueux de la loi doivent maintenir la pression sur les institutions européennes.

[Cliquez ici pour lire et télécharger l'appel à agir actuel de FIREARMS UNITED \(.pdf\)](#)



Une contre-attaque du lobby anti-armes est très probable : les possesseurs d'armes respectueux de la loi doivent demeurer vigilants et continuer d'être prêts comme jamais auparavant à combattre pour leurs droits !